



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARTERRIS

Loudes
11400 Castelnaudary

Références : 2024/661
Code AIOT : 0006802720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement ARTERRIS implanté Lieu-dit Lastours 31450 Baziège. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTERRIS
- Lieu-dit Lastours 31450 Baziège
- Code AIOT : 0006802720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est classé sous le régime de l'autorisation pour les installations de stockage de céréales. Le

stockage d'engrais relève de la rubrique 4702 I II III b de la nomenclature des installations classées, régime Déclaration. La quantité maximale autorisée sur le site est de 1200 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	formation du personnel sur les engrais	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	évacuation des fumées	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	suivi quantité des engrais	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.2.3	Sans objet
3	nettoyage des installations de stockage d'engrais	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas conduit à de constats de non-conformité majeures.

Toutefois, les faits conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 2 mois pour apporter la démonstration de sa conformité à 2 prescriptions, de nature documentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi quantité des engrais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.2.3
Thème(s) : Situation administrative, quantité d'engrais stocké
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné : <ul style="list-style-type: none"> immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais) , les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site [...]
Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection l'état des stocks. La quantité totale de produits présents dans l'installation le jour de l'inspection ne dépasse pas les quantités maximales admissibles sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : formation du personnel sur les engrais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.1.2
Thème(s) : Autre, formation
Prescription contrôlée : <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Un volet sur les incompatibilités entre les engrais classés sous la rubrique 4702 et les autres substances fait partie de la formation. L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 7.2 du présent arrêté. Ces formations sont renouvelées tous les 4 ans[...].</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que 3 opérateurs sont affectés à la gestion des engrais du site dont un qui est arrivé en septembre 2024. L'exploitant a présenté le power-point présenté lors de la formation suivie le 12 février 2021 par les 2 opérateurs plus anciens. Elle s'intitule "le risque engrais, règles de stockage et d'exploitation". Il a été indiqué que le nouvel opérateur n'a pas encore pu suivre la formation et l'échéance des 4 ans arrive prochainement pour les 2 autres opérateurs.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présenter l'attestation de formation des deux opérateurs ayant suivi la formation qui s'est déroulée en février 2021 ; • de communiquer la date de la prochaine formation prévue pour les 3 opérateurs du site comprenant le nouvel arrivant et les 2 opérateurs pour qui la formation arrive à échéance en février 2025 (échéance 4 ans).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • communiquer l'attestation de formation des deux opérateurs ayant suivi la formation qui s'est déroulée en février 2021 ; • de communiquer la date de la prochaine formation prévue pour les 3 opérateurs du site comprenant le nouvel arrivant et les 2 opérateurs pour qui la formation arrive à échéance en février 2025 (échéance 4 ans). Il est attendu également les attestations de formation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : nettoyage des installations de stockage d'engrais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, nettoyage
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) [...].
Constats : L'exploitant a présenté le registre de nettoyage des installations de stockage d'engrais. Chaque case sont a minima nettoyées 1 fois par an comme l'indique la procédure. Lors de la visite, il n'a pas été constaté de trace de manque de nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : évacuation des fumées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2012, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, vérification
Prescription contrôlée : [...] Le bâtiment abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Une maintenance adaptée est assurée sur les DENFC afin que ces derniers soient constamment opérationnels. Le type de maintenance et la fréquence associée sont consignés par écrit, ainsi que les dates auxquelles ces opérations ont été réalisées et doivent l'être.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la consigne écrite qui précise le type de maintenance et la fréquence associée au suivi des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Lors de la visite, l'inspection a pu constater sur le boîtier de déclenchement du système une étiquette apposée par la société ISOGARD qui mentionne que l'installation a été vérifiée en août 2024 et que le prochain contrôle est prévu en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> communiquer la consigne écrite qui précise le type de maintenance et la fréquence associée au suivi des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC) ; le rapport de vérification établi suite au contrôle réalisé sur l'installation, par la société ISOGARD, en août 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois